ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 décembre 1968, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les règles à observer pour déterminer et enregistrer les amortissements ainsi que les redressements à appliquer en comptabilité patrimoniale sur la valeur des biens patrimoniaux dans les services d'administration générale de l'Etat", a donné le 27 janvier 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1968 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "met de voorschriften inzake vaststelling en boeking van de afschrijvingen alsook van de rechtzettingen die in vermogenscomptabiliteit door de algemene diensten van de Staat dienen toegepast te worden op de waarde van de patrimoniale goederen", heeft de 27e januari 1969 het volgend advies gegeven :

Le présent projet a le même champ d'application quant aux services publics qui y seront soumis, que le projet d'arrêté organique de la comptabilité patrimoniale (L.10.603). L'examen de ce dernier projet a fait apparaître que s'il ne régit pas, en vertu de son article 15, les services de l'Etat à gestion séparée, il s'applique non seulement aux services d'administration générale de l'Etat, mais également aux services à caractère commercial, industriel ou financier visés à l'article 33 de la loi du 28 juin 1963, services qui seront érigés en "entreprises d'Etat" lorsqu'ils seront désignés par des lois particulières.

Certes, jusqu'à ce que le législateur les désigne, en tant qu'entreprises d'Etat, les services cités restent confondus avec les services d'administration générale.

Toutefois, compte tenu de la distinction opérée par la loi du 28 juin 1963 en ce qui les concerne et de l'arrêté organique de la comptabilité patrimoniale projeté, lequel ne limite pas son champ d'application aux seuls services d'administration générale, il conviendrait d'adopter dans le présent projet la même formule que celle qui est utilisée dans le projet d'arrêté organique pour désigner les services publics auxquels les deux arrêtés s'appliqueront.

Il est, dès lors, proposé de remplacer dans l'intitulé du projet les mots "des services d'administration générale de l'Etat" par les mots "de l'Etat" et d'insérer dans le dispositif, sous un article 10, la disposition ci-après :

"Article 10.-

En attendant qu'il soit pourvu à l'exécution de l'article 65 de la loi du 28 juin 1963, les services de l'Etat à gestion séparée restent soumis au règles qui leur sont propres".

.../...

Par ailleurs, l'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal relatif à la détermination et à l'enregistrement des amortissements ainsi que des redressements dans la comptabilité de l'Etat".

Le projet ne se limite pas à fixer les règles à observer pour déterminer et enregistrer les amortissements ainsi que les redressements à appliquer en comptabilité patrimoniale.

- L'article 3 énonce notamment les règles à suivre pour déterminer la valeur des participations de l'Etat dans le capital des entreprises publiques et privées au moment de leur enregistrement en comptabilité patrimoniale (alinéa 5) et au moment où elles seront portées à l'inventaire et au bilan de l'Etat (alinéas 1er à 4).

- Les articles 4, alinéas 1er et 2, et 5, alinéas 1er et 2, ont le même objet en ce qui concerne respectivement les créances de l'Etat et la dette publique.

- L'article 6 précise le mode de calcul de la valeur des biens immeubles en fixant forfaitairement, pour ce calcul, le montant des indemnités et des frais inclus dans la valeur d'acquisition lorsque ce montant n'est pas déterminé.

*
* *

Les observations qui précèdent posent la question de savoir s'il ne s'indiquerait pas d'insérer les dispositions du projet dans le projet d'arrêté organique de la comptabilité patrimoniale, sous la forme d'un chapitre V.

.../...

On n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles des dispositions organiques ou réglementaires relatives à une même matière feraient l'objet d'arrêtés distincts.

*
* *

L'alinéa 1er du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 30, l'article 68, alinéa 2, et l'article 72, alinéa 2;".

A l'alinéa 2 de ce préambule, la date de l'institution de la Commission pour l'inventaire du patrimoine de l'Etat doit être omise.

Article 1er.

A l'article 1er, alinéa 1er, le projet se réfère aux "inventaires physiques périodiques".

Le terme "physique", outre qu'il ne concorde pas avec le texte néerlandais, est inadéquat et n'apporte aucune précision dans la qualification des inventaires auxquels on entend se référer, lesquels sont les inventaires périodiques prévus par l'article 72 de la loi du 28 juin 1963.

Il y a donc lieu de supprimer ce terme à l'article 1er, alinéa 1er, ainsi qu'aux articles 2, alinéa 1er, 7 et 8.

De même, dans le texte néerlandais des mêmes dispositions, le terme "rechtstreekse" devrait être remplacé par "periodieke".

*
* *

/

A l'alinéa ler, a, 1 et 2, le projet, pour déterminer les taux d'amortissement et la valeur résiduaire, distingue les bâtiments "dont la vie sera brève" ou "dont la durée de vie sera brève". Par souci d'uniformité,il vaudrait mieux employer une expression unique telle que : "dont la durée de vie sera brève".

Article 2.

Au d de cet article, il faut lire "les biens immobiliers affectés aux ambassades, légations ou consulats".

Article 3.

L'article 68, alinéa ler, de la loi du 28 juin 1963 dispose que "Les biens patrimoniaux sont repris dans les comptes à leur valeur d'acquisition".

L'article 3, alinéa ler, du projet, prévoyant que "Les participations de l'Etat dans le capital des entreprises publiques ou privées sont estimées à leur valeur comptable", peut paraître contraire à l'article 68, alinéa ler précité.

Cette contradictionn'est cependant qu'apparente.

Afin d'éviter une erreur éventuelle d'interprétation, il est proposé de rédiger l'article 3 comme suit :

.../...

"Article 3.-

La valeur des participations de l'Etat dans le capital des entreprises publiques ou privées, qui ont été enregistrées à leur valeur d'acquisition, est corrigée annuellement par une écriture de redressement pour la porter à la valeur comptable telle qu'elle résulte du dernier bilan de l'entreprise approuvé pendant l'année pour laquelle le bilan de l'Etat est établi.

La valeur comptable d'un titre de participation est le quotient de la division de l'avoir social net par le nombre de titres représentant le capital social.

Si le bilan de l'entreprise comprend des montants exprimés en monnaie étrangère, ceux-ci sont convertis en francs belges, sur base de la parité monétaire, pour déterminer la valeur de la participation à porter dans le bilan de l'Etat".

Dans les articles 4 et 5 du projet, l'expression "au pair monétaire légal" devrait, comme dans l'article 3 proposé ci-dessus, être remplacée par l'expression : "sur base de la parité monétaire".

Article 9.

L'article 9 prévoit qu'il est institué à l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique un emploi d'agent centralisateur des amortissements et des redressements".

Il résulte des renseignements donnés par le fonctionnaire délégué que le Gouvernement n'a pas l'intention de prévoir par cette disposition la création d'un emploi ou d'une fonction nouvelle, mais simplement de préciser quelle

.../...

sera l'administration chargée de la centralisation des amortissements et des redressements ainsi que la mission de l'agent de cette administration chargé d'établir les ordonnances d'imputation relatives à ces opérations.

Afin de mieux exprimer cette intention, il est proposé de rédiger l'article 9 comme suit :

"Article 9.-

L'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique est chargée de la centralisation des amortissements et des redressements. Annuellement, l'agent désigné à cet effet trace les ordonnances d'imputation au compte des variations du patrimoine destinées à l'enregistrement des amortissements, des réductions, des dépréciations et autres redressements liés aux valeurs dont il est question dans le présent arrêté, à l'exclusion de celles qui sont émises en exécution de l'article 5 ".

Article 10.

L'article 10 du projet doit être scindé et les articles nouveaux rédigés de la façon suivante :

"Article 11.-

Le présent arrêté produit ses effets le 31 décembre 1966.

Article 12.-

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté".

.../...

OBSERVATION FINALE.

Il convient de remplacer le signe "%" par les initiales "p.c.".

Het onderhavige ontwerp heeft dezelfde werkingssfeer, wat de eraan onderworpen openbare diensten betreft, als het ontwerp-besluit tot organisatie van de vermogenscomptabiliteit (L. 10.603). Bij het onderzoek is gebleken dat dit laatste,al geldt het krachtens zijn artikel 15 niet voor de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, niet alleen toepassing vindt op de diensten van algemeen bestuur van de Staat, maar ook op de in artikel 33 van de wet van 28 juni 1963 bedoelde diensten met een commercieel, industrieel en financieel karakter, die "Staatsbedrijven" worden als zij "door bijzondere wetten zijn aangeduid".

Wel blijven die diensten, tot de wetgever ze als Staatsbedrijven aanwijst, samengaan met de diensten van algemeen bestuur.

Gelet evenwel op het onderscheid dat de wet van 28 juni 1963 in verband met die diensten heeft gemaakt, en op het ontwerp-koninklijk besluit tot organisatie van de vermogenscomptabiliteit waarvan de werkingssfeer meer omvat dan alleen maar de diensten van algemeen bestuur, zou in het onderhavige ontwerp moeten worden gewerkt met dezelfde formule als in het ontwerp-besluit tot organisatie van de vermogenscomptabiliteit is gebruikt, om de openbare diensten aan te wijzen waarop beide besluiten toepassing zullen vinden.

Derhalve wordt voorgesteld in het opschrift van het ontwerp de woorden "door de algemene diensten" te schrappen, en in het ontwerp zelf, in een artikel 10, de volgende bepaling in te voegen :

.../...

"Artikel 10.-

In afwachting dat wordt voorzien in de uitvoering van artikel 65 van de wet van 28 juni 1963, blijven de Staatsdiensten met afzonderlijk beheer aan de voor hen geldende regelen onderworpen".

Het opschrift kan beter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit betreffende de vaststelling en boeking van afschrijvingen en van rechtzettingen in de vermogenscomptabiliteit van de Staat".

Het ontwerp beperkt zich niet tot het aangeven van de regelen voor het vaststellen en boeken van afschrijvingen en van rechtzettingen in de vermogenscomptabiliteit.

-Artikel 3 stelt onder meer de regelen voor het bepalen van de waarde van de participaties van de Staat in het kapitaal van openbare of particuliere ondernemingen op het tijdstip dat ze in de vermogenscomptabiliteit worden geboekt (vijfde lid) en op het tijdstip dat ze in de inventaris en de balans van de Staat worden opgenomen (eerste tot vierde lid).

-Artikel 4, eerste en tweede lid, en artikel 5, eerste en tweede lid, hebben dezelfde strekking wat onderscheidenlijk de schuldvorderingen van de Staat en de Rijksschuld betreft.

-Artikel 6 bepaalt nader hoe de waarde van de onroerende goederen berekend wordt, waar het,voor die berekening, het bedrag van de in de verwervingswaarde begrepen vergoedingen en kosten forfaitair vaststelt als dat bedrag niet bepaald is.

*

* *

Bij dit alles rijst de vraag of het niet geraden zou zijn de bepalingen van het ontwerp in de vorm van een hoofdstuk V op te nemen in het ontwerp-besluit tot organisatie van de vermogenscomptabiliteit.

Het is niet duidelijk waarom organieke of reglementaire bepalingen betreffende eenzelfde aangelegenheid in twee afzonderlijke besluiten zouden moeten staan.

*

* *

Het eerste lid van de aanhef zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 30, artikel 68, tweede lid, en artikel 72, tweede lid;".

In het tweede lid van de aanhef schrappe men de datum waarop de Commissie voor de inventaris van het vermogen van de Staat ingesteld is.

Artikel 1.

In artikel 1, eerste lid, van het ontwerp is sprake van "rechtstreekse inventarissen", in de Franse tekst "inventaires physiques".

.../...

Het Franse "physique" stemt niet overeen met "rechtstreekse"; het is bovendien ondienstig en geeft geen nadere kwalificatie van de inventarissen waarnaar men bedoelt te verwijzen, namelijk de periodieke inventarissen bedoeld in artikel 72 van de wet van 28 juni 1963.

De term "physique" zou derhalve moeten worden geschrapt in artikel 1, eerste lid, alsook in de artikelen 2, eerste lid, 7 en 8.

In de Nederlandse tekst van diezelfde bepalingen werke men overal met "periodieke inventarissen".

*

* *

In het eerste lid, a, 1 en 2,maakt de Franse tekst van het ontwerp, voor het bepalen van de afschrijvingspercentages en van de "residuwaarden", een onderscheid tussen "bâtiments dont la vie sera brève" en "bâtiments dont la durée de vie sera brève". Ter wille van de eenvormigheid werke men met één uitdrukking, bij voorkeur de laatste.

Artikel 2.

Onder d van dit artikel moet worden gelezen : "De onroerende goederen bestemd voor ambassades, legaties of consulaten".

Artikel 3.

Artikel 68, eerste lid, van de wet van 28 juni 1963 bepaalt : "De vermogensgoederen worden in de rekeningen opgenomen voor de aanschaffingswaarde ervan".

.../...

Artikel 3, eerste lid, van het ontwerp, hetwelk bepaalt dat "het aandeel van de Staat in het kapitaal van openbare of particuliere ondernemingen wordt geraamd op zijn boekwaarde", kan strijdig lijken met eerdervermeld artikel 68, eerste lid.

Maar die tegenstrijdigheid is slechts schijn.

Om mogelijke verkeerde interpretatie te voorkomen leze men artikel 3 als volgt :

"Artikel 3.-

De waarde van het aandeel van de Staat in het kapitaal van openbare of particuliere ondernemingen, dat voor zijn aanschaffingswaarde is ingeschreven, wordt jaarlijks door een rechtzetting in de boeken aangepast aan de boekwaarde, te berekenen uit de jongste balans van de onderneming die goedgekeurd is in het jaar waarvoor de balans van de Staat wordt opgemaakt.

De boekwaarde van één aandeelbewijs is de uitkomst die verkregen wordt, wanneer het netto maatschappelijk bezit gedeeld wordt door het aantal effecten waaruit het maatschappelijk kapitaal is samengesteld.

Als in de balans van de onderneming posten voorkomen die in vreemde munt zijn uitgedrukt, dan worden zij naar rata van de muntpariteit in Belgische frank omgezet ten einde de waarde van het aandeel vast te stellen die op de balans van de Staat dient voor te komen".

In de artikelen 4 en 5 van het ontwerp moeten de woorden "wettelijke muntpariteit", zoals voor artikel 3 is voorgesteld, vervangen worden door "muntpariteit".

.../...

Artikel 9.

Artikel 9 bepaalt : "Bij de Administratie der Thesaurie en Staatsschuld wordt een betrekking van centraliserend ambtenaar der afschrijvingen en rechtzettingen ingesteld".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt de Regering hier niet een nieuwe betrekking of een nieuw ambt in te stellen, maar wil zij alleen verduidelijken welk bestuur belast zal zijn met het centraliseren van de afschrijvingen en rechtzettingen en welke de taak zal zijn van de ambtenaar van dat bestuur die belast is met het opmaken van de ordonnanties van aanrekening voor die verrichtingen.

Om die bedoeling beter weer te geven, kan artikel 9 als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

De Administratie der Thesaurie en Staatsschuld is belast met het centraliseren van de afschrijvingen en rechtzettingen. Ieder jaar zorgt de daartoe aangewezen ambtenaar voor de uitgifte van de ordonnanties van aanrekening op de rekening der vermogenswijzigingen, nodig voor de boeking van de afschrijvingen, reducties, waardeverminderingen en andere rechtzettingen in verband met de waarden, waarvan sprake in dit besluit, met uitzonderking van die welke uitgegeven zijn ter uitvoering van artikel 5".

.../...

Artikel 10.

Artikel 10 van het ontwerp moet worden gesplitst. De nieuwe artikelen dienen als volgt de worden geredigeerd :

"Artikel 11.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 december 1966.

Artikel 12.-

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit".

Slotopmerking.

Men vervange het teken "%" door de afkorting "t.h.".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : P. DE VISSCHER, assesseurs de la
de Heren : M. VERSCHELDEN, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.